

PREFET DES DEUX-SEVRES

DECISION PORTANT SUR UNE
AUTORISATION D'EXPLOITER
DELIVREE A

Direction départementale des territoires
Service Agriculture et Territoires
Bureau Aménagement rural et politique
foncière

M. GIRARDEAU Gildas
La Foye
85700 MENOMBLET

Dossier suivi par :
Françoise BEAUGET

Le Préfet des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-11, R 313-1 à R 313-2, et R 331-2 à R331-12 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
Vu le décret n° 99-731 du 26 août 1999 modifiant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
Vu le décret N° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions à caractère consultatif ;
Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence applicables aux productions hors-sol, modifié par l'arrêté du 21 février 2007 ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2006 créant une section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 2012 établissant le Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Département des Deux-Sèvres (SDDSA) ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2014 nommant les membres de la section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-104-0001 du 14 avril 2015 portant délégation de signature à Monsieur Alain JACOBSSOONE, Directeur départemental des territoires ;
Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2015 portant subdélégation de signature ;
Vu la requête présentée le 3 août 2015 par M. GIRARDEAU Gildas dont le siège d'exploitation est situé sur la commune de MENOMBLET ;
Vu l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture en date du 1^{er} septembre 2015 ;

Considérant que M. GIRARDEAU Gildas exploite 46,86 ha ;

Considérant que le SDDSA présente, en son article 4, des rangs de priorité hiérarchisant les demandes d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que M. GIRARDEAU Gildas a sollicité l'autorisation de mettre en outre en valeur 23,90 ha situés à LA FORET SUR SEVRE, SAINT MARSAULT, et précédemment exploités par le GAEC LA GOUPILLIERE (M. et Mme BAILLY Michel et Michelle, M. BAILLY Eric) ;

Considérant que M. BAILLY Michel prendra sa retraite fin 2015, que Mme BAILLY Michelle continuera à exploiter, et que M. BAILLY Eric est décédé le 12 mai 2015 ;

Considérant que le GAEC LA GOUPILLERE sera transformé en EARL LA GOUPILLERE, dans laquelle désire entrer en tant qu'associé exploitant M. ROCHER Philippe, qui est par ailleurs exploitant au sein de 3 structures différentes :

- exploitation individuelle en Vendée sur 36 ha
- associé unique de l'EARL TERNJ en Vendée sur 54 ha
- associé à 50 % dans l'EARL LE CHENE en Vendée sur 65 ha

Considérant que les 23,90 ha sollicités ont fait l'objet d'une autre demande d'autorisation d'exploiter, formulée par l'EARL LA GOUPILLERE ;

Considérant que sur ces 23,90 ha, un bail existait entre M. et Mme FORESTIER Marcel et Françoise (propriétaires) et M. BAILLY Eric (locataire), et que celui-ci est décédé ;

Considérant que, suite à ce décès, le bail continue au profit des ascendants exploitants, donc à Mme BAILLY Michelle ;

Considérant que Mme BAILLY Michelle a notifié aux propriétaires le non-renouvellement du bail, qui prendra fin le 1^{er} octobre 2017 ;

Considérant que les biens seront libres à compter du 30 septembre 2017 ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires ;

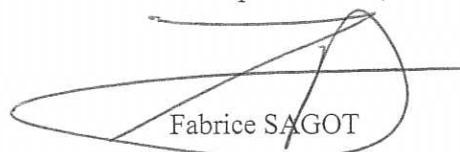
D E C I D E

Article 1^{er} : D'autoriser M. GIRARDEAU Gildas dont le siège social est situé à MENOMBLET à mettre en valeur 23,90 ha situés à LA FORET SUR SEVRE, SAINT MARSAULT précédemment exploités par le GAEC LA GOUPILLIERE (M. et Mme BAILLY Michel et Michelle, M. BAILLY Eric) dont le siège social est situé à SAINT-MARSAULT.

Article 2 : Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Article 3 : Exécution : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

NIORT, le 28 septembre 2015
P/ Le Préfet et par délégation,
P/ Le Directeur Départemental des Territoires,
Le chef de l'unité Aménagement Rural
et Politique Foncière,


Fabrice SAGOT

Informations au demandeur :

- Cette décision ne vous dispense pas de l'accord du propriétaire des terres.
- Cette autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.
- Par ailleurs, elle ne constitue pas une autorisation au regard des réglementations relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, à l'urbanisme, à la police de l'eau. En cas de création, accroissement de capacité ou regroupement d'ateliers d'élevage, le bénéficiaire devra se rapprocher des services chargés de l'application de ces réglementations.

RAPPEL : En cas de mise en valeur de terres sans autorisation administrative d'exploiter, le Code Rural et de la Pêche Maritime (article L-331-7) prévoit dans un premier temps une mise en demeure de cesser d'exploiter, et dans un second temps une sanction pécuniaire d'un montant compris entre 300 et 900 € par hectare. Cette mesure peut être reconduite chaque année s'il est constaté que l'exploitation illégale se poursuit.